

## **Accord professionnel**

### **AUDIOVISUEL**

#### **Intermittents**

#### **(DIF)**

**(12 juin 2006)**

---

## **PROTOCOLE D'ACCORD DU 12 JUIN 2006**

### **RELATIF À L'APPLICATION DU DIF**

### **AUX SALARIÉS INTERMITTENTS DE L'AUDIOVISUEL**

**NOR : ASET0750019M**

### **PRÉAMBULE**

Les organisations syndicales de salariés et d'employeurs représentatives dans la branche de l'audiovisuel conformément au protocole d'accord interbranches du 20 janvier 2006 souhaitent élargir la liste des formations accessibles dans le cadre du DIF prioritaire et pour le public concerné (art. 21 et 22 du protocole d'accord interbranches du 20 janvier 2006) ainsi que les formations accessibles au DIF prioritaire pour tout public, conformément à l'article 24.

#### **1. Formations accessibles au DIF prioritaire pour le public prioritaire (définies par les articles 21, 22 et 24 de l'accord interbranche du 20 janvier 2006)**

Les formations et les actions professionnalisantes suivantes sont éligibles au DIF prioritaire pour le public concerné :

- formations à la post-synchronisation, doublage, voix off ;
- modules de formation à la production cinématographique et audiovisuelle (crédit d'impôt, droits d'auteur, financement du film, distribution, amortissement, administration comptable, plan comptable, analyse financière du bilan...) ;
- formations à la prise de vues en haute définition ;
- formations aux logiciels de montage (Avid, Final Cut Pro...) et son (Protools, Pyramix...) ;
- les actions de formation aux métiers spécifiques de l'audiovisuel pratiquées dans la branche quand le projet du salarié est de développer ses capacités d'emploi ou de préparer une évolution professionnelle dans la branche ;

- la pratique à finalité professionnelle d'une langue vivante ;
- les formations à l'utilisation des outils bureautiques ;
- les formations aux évolutions technologiques concernant les métiers de l'audiovisuel et aux technologies du multimédia ;
- les actions de mise à niveau ou de perfectionnement dans les savoirs de base, y compris en français ;
- les formations à l'expression écrite et orale ;
- les formations concourant à l'acquisition ou au développement d'une culture économique, sociale et juridique ;
- les formations à la transmission des connaissances (formation de formateurs) ;
- les formations au management ;
- les formations à l'efficacité personnelle (gestion du temps, communication, conduite de réunion...) ;
- les formations qualifiantes qui ne relèvent pas du congé individuel de formation (telles que les formations du CNAM en cours du soir ou certaines formations du centre national d'enseignement à distance) ;
- les actions de formation préconisées par le jury lors d'une VAE.

## **2. Formations accessibles au DIF prioritaire pour tout public conformément à l'article 24**

La bonification sera également accordée, pour la seule durée du présent accord, à tout salarié ayant acquis des droits, dans les conditions du paragraphe 14 de l'accord interbranches du 20 janvier 2006, qui souhaiterait suivre une formation relevant de l'un des domaines suivants :

- langues étrangères ;
- bureautique, internet ;
- doublage ;
- perfectionnement vocal et instrumental.

## **3. Durée, dépôt et demande d'extension**

Cet accord est conclu à compter du 12 juin 2006 jusqu'au 31 décembre 2008. Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

AESPA ;  
 ACCeS ;  
 AFPP ;  
 FICAM ;  
 FFRC ;  
 SEPP ;  
 SPECT ;  
 SPI ;  
 USPA.

**Syndicats de salariés :**

F3C-CFDT ;

FNSAC-CGT ;

Fédération CFE-CGC des médias : Médias 2000 ;

Fédération de la communication CFTC ;

USNA-CFTC ;

SNPCA CFE-CGC ;

SNTPCT.